



Conseil économique et social

Distr. générale
20 novembre 2013
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-deuxième session

11-21 février 2014

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par l'Associazione Casa Famiglia Rosetta, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Introduction

Dans le monde d'aujourd'hui, la pauvreté est devenue, plus que jamais, un problème complexe et mondialisé, aux causes multiples et multiformes. Par conséquent, donner aux peuples les moyens d'éradiquer la pauvreté et de réaliser l'inclusion sociale représente un défi qui doit être relevé à plusieurs niveaux et par une multitude d'acteurs et de parties prenantes.

Notre démarche

Compte tenu de cette réalité, la démarche que l'Associazione Casa Famiglia Rosetta a adoptée, dès sa création il y a 30 ans, face à la détresse des peuples, est mondiale et pluridimensionnelle et l'organisation a toujours axé ses activités sur les diverses vulnérabilités qui touchent la vie des groupes les plus désavantagés.

Notre activité

Depuis des années, l'Associazione Casa Famiglia Rosetta remplit sa mission et mène son action en répondant aux besoins des personnes atteintes d'un handicap physique ou mental, des personnes ayant un problème d'alcoolisme ou de toxicomanie, des personnes vivant avec le VIH/sida, des adolescents vulnérables, des jeunes, des femmes et des familles en état de détresse psychologique ou économique, des réfugiés et des personnes âgées. Ainsi, les services proposés par notre organisation s'étendent aux domaines de la réadaptation, des soins de santé et d'aide sociale, du rétablissement, de la consultation, de l'accueil, de la formation, de la sensibilisation, de l'inclusion sociale et de l'appui financier, une attention particulière étant accordée aux politiques d'égalité des sexes. De notre point de vue général, toutes ces activités font partie intégrante et constituent des aspects essentiels de tout processus d'autonomisation humaine et humanisante.

Consciente du fait que la pauvreté se manifeste de diverses manières et qu'elle ne touche pas seulement les pays dits « du Tiers-monde », mais aussi « les pays développés », l'Associazione Casa Famiglia Rosetta mène des activités dans trois régions géographiques situées dans divers continents et caractérisées par différentes situations socioéconomiques : l'Italie, le Brésil et la République-Unie de Tanzanie.

En Italie, l'organisation dirige des centres de réadaptation neuropsychomotrice, des centres thérapeutiques (pour le traitement de la toxicomanie, de l'alcoolisme et de l'addiction aux jeux de hasard), des centres de consultation (psychologique et génétique), un laboratoire cytogénétique, des foyers résidentiels (pour les personnes souffrant d'un handicap mental, les personnes vivant avec le VIH/sida et les adolescents vulnérables), des foyers pour les réfugiés, des cantines pour les démunis, des centres de formation et un institut de formation, de recherche et de thérapie et d'élaboration de politiques sociales. Dans tous ces centres, des spécialistes offrent des services sociomédicaux, psychologiques et socioculturels à de nombreuses personnes pauvres, vulnérables, désavantagées, stigmatisées et marginalisées.

Au Brésil, l'organisation dirige deux centres thérapeutiques, un centre de réadaptation et un foyer résidentiel pour les personnes atteintes d'un handicap mental.

Depuis 2005, l'organisation est également présente en République-Unie de Tanzanie où elle dirige un foyer résidentiel pour les enfants touchés par le VIH/sida et un centre de réadaptation, de formation, d'insertion sociale et de développement économique en faveur des enfants handicapés ou touchés par le VIH/sida et de leur famille, ainsi que de la population locale en général. L'an prochain, il est prévu de commencer la construction d'un centre thérapeutique et d'un centre polyvalent pour les soins de santé, la recherche et la formation destinés à la fois à la population locale et à toute la région de l'Afrique de l'Est.

Les modèles adoptés par l'Associazione Casa Famiglia Rosetta en matière de réadaptation, de thérapie et d'éducation visent à construire (ou à reconstruire) un projet de vie cohérent en appuyant le sentiment de confiance en soi et de respect mutuel, en améliorant les compétences et l'autonomie, en consolidant les liens familiaux et en renforçant le sentiment d'appartenance et d'acceptation sociale. L'accent est mis en particulier sur le travail (comme instrument thérapeutique et comme moyen d'insertion sociale), et sur la dimension spirituelle de la vie (comme source d'attitudes positives et de comportements créatifs).

Au cours des quatre dernières années, plus de 2 300 enfants et adultes souffrant d'un handicap physique ou mental, 700 femmes et hommes touchés par la toxicomanie, l'alcoolisme ou l'addiction aux jeux de hasard, 58 adultes et 25 enfants séropositifs ou malades du sida et 114 adolescents venant de familles dysfonctionnelles ont retrouvé l'espoir dans nos centres et affrontent désormais leurs difficultés en ayant conscience d'être une ressource qui contribue à une société plus inclusive, plus curative et plus humaine, plutôt qu'un problème ou un fardeau. En d'autres termes, ils ont commencé à connaître un nouveau sentiment d'autonomie.

Programme de microcrédits

Toujours soucieuse de répondre de manière de plus en plus complète aux besoins de pauvres, l'Associazione Casa Famiglia Rosetta a entamé récemment dans la ville de Tanga (Tanzanie) et les villages voisins un programme de microcrédit destiné aux familles qui sont dans la détresse à cause de problèmes de pauvreté et de handicap ou de VIH/sida. Cette détresse est intimement associée au manque d'accès à des institutions de microfinancement, à une éducation de base, à des connaissances financières élémentaires et à des compétences dans les activités d'entreprise et la gestion.

La première étape du programme a consisté à former le personnel local. Au total, 20 jeunes ont suivi une formation et 7 d'entre eux ont été désignés comme facilitateurs et tuteurs auprès des bénéficiaires du microcrédit. La deuxième étape a consisté en une enquête socioéconomique effectuée dans la zone cible par l'intermédiaire de trois questionnaires, le premier portant sur les besoins de la communauté, le deuxième sur la demande du consommateur et le troisième sur les possibilités du marché. Compte tenu de l'analyse des informations recueillies et en coopération étroite avec les autorités locales traditionnelles, 60 familles ont été désignées comme bénéficiaires potentiels et ont ensuite rempli un questionnaire sur l'évaluation des besoins en matière de formation.

À l'étape de formation qui a suivi, un représentant de chaque famille bénéficiaire a participé à un programme d'amélioration des capacités mis en œuvre par les facilitateurs. Presque tous les représentants étaient des femmes.

À la fin, 50 familles ont obtenu un microcrédit afin de lancer une activité créatrice de revenu. L'étape d'apprentissage a ensuite commencé: chaque semaine, les tuteurs rendaient visite aux familles sur le lieu de travail afin de voir l'évolution de leur activité et de les soutenir, les conseiller et les encourager.

Jusqu'à présent, le taux de remboursement des crédits a été de 100 % et, surtout, une amélioration sensible peut être observée dans la situation générale des familles bénéficiaires, notamment sur le plan financier.

Les facteurs qui contribuent considérablement à de si bons résultats sont la formation dispensée aux bénéficiaires, la personnalisation des plans de remboursement, l'octroi de prêts sans intérêt, l'appui constant et le renforcement du rôle essentiel des femmes dans le système familial local.

Ces facteurs sont renforcés par le fait que l'Associazione Casa Famiglia Rosetta a choisi de mettre l'accent sur l'autonomisation et la protection des personnes plutôt que sur la viabilité financière du programme. En d'autres termes, la démarche adoptée est axée sur la personne humaine dans son intégralité.

Activités de formation et de renforcement des capacités

Tout en favorisant l'autonomisation grâce à l'amélioration des compétences, l'Associazione Casa Famiglia Rosetta mène des activités de formation et de renforcement des capacités à l'échelle internationale. Dans les années 1990, elle a coopéré avec l'Organisation des Nations Unies et le Département d'État des États-Unis pour mettre en œuvre des programmes de formation destinés aux travailleurs contribuant au traitement des toxicomanes dans les pays d'Europe orientale, y compris le Bélarus, la Bulgarie, la Fédération de Russie, la Hongrie, la Pologne, la République de Moldova, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie. De 2009 à 2012, en tant qu'organisation non gouvernementale spécialisée dans les domaines de l'abus de drogues et du VIH/sida, elle a participé au projet Treatnet de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier en Côte d'Ivoire, au Mozambique et au Nigéria. En 2012, elle a mis en œuvre un programme de formation sur l'orientation des femmes dans la phase du rétablissement auquel ont participé 34 Afghanes chargées d'aider d'autres femmes à échapper à la toxicomanie.

Considérations et recommandations finales

Tirant parti de notre expérience, nous sommes devenus de plus en plus conscients qu'il n'existe aucune formule toute faite pour parvenir à éliminer la pauvreté et à assurer l'inclusion sociale. L'appauvrissement et l'exclusion qui touchent un nombre de plus en plus grand de personnes dans le monde actuel doivent être affrontés et combattus dans toute leur complexité de manière à éviter le gaspillage d'énergies et de ressources.

Dans le même temps, nous sommes de plus en plus persuadés que l'autonomisation des personnes est une tâche importante. Elle doit être considérée comme un processus de réadaptation qui agit sur les attitudes profondes des personnes, sur leur pensée, leur corps et leur savoir, s'introduit dans leur culture et leurs relations sociales et entraîne des changements concrets et permanents dans leur vie quotidienne, dans leur famille, dans leur pays et dans le monde en général.

Nous sommes également persuadés que si les personnes ne changent pas, la pauvreté ne peut pas être éliminée. En même temps, si les structures ne sont pas modifiées, nous parviendrons seulement à atténuer la pauvreté, mais nous ne pourrons pas la vaincre et de nombreuses personnes risqueront de récidiver. À l'évidence, quelque chose ne va pas dans les règles de l'économie mondiale, lorsque les 2 % les plus nantis parmi les adultes du monde possèdent plus de la moitié de la richesse mondiale. Cette situation, sans aucun doute, produit la pauvreté au lieu de la réduire.

Alors que les organisations de la société civile sont en train de se battre pour réaliser l'élimination de la pauvreté et l'inclusion sociale grâce à des programmes d'autonomisation, l'Organisation des Nations Unies, pour sa part, peut apporter une forte contribution en demandant courageusement et instamment aux gouvernements nationaux de procéder à des changements structurels favorisant un système économique plus équitable et en promouvant ces changements à l'échelle mondiale.

En conclusion, nous ne devrions plus envisager le développement comme un train à grande vitesse et l'inclusion comme l'action permettant d'y faire monter autant de monde que possible. Nous devrions passer à une nouvelle conception selon laquelle l'inclusion pour tous, surtout pour les plus vulnérables, est elle-même le train qui mène le monde vers le développement véritable, son moteur étant la justice et sa voie chacun des êtres humains.
